



**Cahier des clauses particulières**

**Accord-cadre à marchés subséquents  
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets  
de la Commune d'Oz-en-Oisans**

**Pouvoir adjudicateur : Commune d'Oz-en-Oisans**

**Procédure adaptée**

**(articles L. 2123-1 et suivants et R. 2131-1 et du code de la  
commande publique)**

## Table des matières

Article 1.	Identification du pouvoir adjudicateur .....	3
Article 2.	Le titulaire .....	3
Article 3.	Objet du marché et dispositions générales .....	3
3.1.	Objet du marché .....	3
3.2.	Forme du marché.....	3
3.3.	Procédure .....	3
Article 4.	Durée .....	4
Article 5.	Pièces constitutives du marché .....	4
Article 6.	Procédure de conclusion des marchés subséquents.....	4
Article 7.	Prestations confiées au titulaire .....	5
Article 8.	Obligations de l'acheteur.....	6
Article 9.	Obligations du titulaire .....	6
Article 10.	Sous-traitance .....	6
Article 11.	Prix .....	6
Article 12.	Modalités de règlement du marché .....	7
Article 13.	Préparation, coordination et exécution des prestations.....	7
Article 14.	Délai d'exécution des prestations.....	8
Article 15.	Pénalités.....	8
Article 16.	Assurance.....	8
Article 17.	Modification.....	8
Article 18.	Election du domicile.....	8
Article 19.	Règlement de différends et tribunal compétent en cas de litige.....	9
Article 20.	Dérogation aux CCAG-PI .....	9

**Article 1. Identification du pouvoir adjudicateur**

Commune d'Oz-en-Oisans  
MAIRIE  
34 route d'Oz  
38114 OZ en Oisans

**Article 2. Le titulaire**

Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement d'opérateurs économiques (ou groupement d'entreprises), le Titulaire désigne les membres du groupement représenté, le cas échéant, par son mandataire.

**Article 3. Objet du marché et dispositions générales**

**3.1. Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (« CCP ») concernent une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage technique pour les projets de la Commune d'Oz-en-Oisans.

Le titulaire a une obligation générale de conseil et d'alerte visant à mener à bien la réalisation des différentes opérations prévues par la Commune d'Oz-en-Oisans.

La description des prestations et leurs spécifications techniques confiées au titulaire sont précisées ci-après.

Code principal	Description
71356200-0	Services d'assistance technique

Lieux d'exécution des prestations : Commune d'Oz-en-Oisans.

**3.2. Forme du marché**

Le marché est un accord-cadre à marchés subséquents au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-7 à R. 2162-12 du code de la commande publique.

Il est mono-attributaire.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum de 220.000 euros HT sur toute la durée de l'accord-cadre.

**3.3. Procédure**

Le marché est conclu conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et suivants et R. 2131-1 et du code de la commande publique.

Le marché est soumis à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (« CCAG-PI »).

Le marché n'est pas alloti.

#### **Article 4. Durée**

Le marché public entre en vigueur à compter du 3 juin 2024.

Le marché est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois et prend fin le 31 mai 2026.

#### **Article 5. Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et son annexe,
- le détail quantitatif estimatif (DQE) valant le bordereau des prix unitaires (BPU). Les éventuelles quantités figurant dans le BPU ne sont pas contractuelles ;
- le CCP ;
- le CCAG-PI tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction, le document de rang supérieur prévaudra.

#### **Article 6. Procédure de conclusion des marchés subséquents**

L'exécution des prestations de l'accord-cadre est subordonnée à la conclusion préalable de marchés subséquents entre l'acheteur et le titulaire de l'accord-cadre, dont la proposition est transmise au titulaire par courrier électronique ou tout autre moyen écrit.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents comprendront :

- l'objet de l'accord-cadre et son numéro d'identification ;
- l'identification de l'acheteur et du titulaire ;
- le numéro du marché subséquent, par ordre chronologique ;
- la date d'envoi de la demande de proposition ;
- la présentation de l'opération envisagée, les éléments de missions commandés au titre de l'accord-cadre, les spécifications techniques particulières pour l'exécution de ces prestations, le calendrier prévisionnel de l'opération et le cas échéant les délais maximaux d'exécution ;
- les conditions d'exécution du marché subséquent ;
- le cas échéant, le lieu d'exécution ;
- le cas échéant, le cadre de proposition à compléter par le titulaire (prix, délais d'exécution).

Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de signaler les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et de demander les éclaircissements nécessaires.

En conséquence, le titulaire d'un marché subséquent ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations nécessaires ou pour prétendre à des suppléments d'honoraires.

Le document de demande de proposition, complété par le titulaire et signé par le pouvoir adjudicateur, constituera le marché subséquent. Sa notification, par l'envoi de sa copie, donnera force exécutoire au marché. Les conditions générales de son exécution sont celles précisées au présent accord-cadre.

L'attributaire reçoit une copie du marché subséquent, par courrier électronique ou tout autre moyen écrit qui emporte notification du marché subséquent.

Les marchés subséquents étant conclus au fur et à mesure des besoins de l'acheteur, le titulaire pourra devoir exécuter simultanément des prestations issues de marchés subséquents différents.

#### **Article 7.        Prestations confiées au titulaire**

L'acheteur souhaite être accompagné sur plusieurs aspects :

- la conception et l'organisation physique des projets communaux ;
- les solutions à mettre en œuvre ;
- la gestion de projets.

Dans ce cadre, l'acheteur souhaite confier au titulaire les prestations suivantes :

- des missions d'assistance à l'acheteur dans l'élaboration des procédures de passation des contrats publics :
  - o participation à l'élaboration des pièces administratives (RC, AE, CCAP) ;
  - o rédaction des pièces techniques (CCTP, DPGF, DQE, BPU, cadre de mémoire technique, planning prévisionnel de l'opération) ;cette mission comprend également l'analyse des offres reçues par l'acheteur et le choix des titulaires de chaque contrat, ainsi que les éventuelles négociations ;
- des missions de contrôle et de suivi de la bonne exécution des contrats conclus par l'acheteur et, en particulier, des missions de contrôles des travaux relatifs aux projets communaux ; la mission de contrôle confié au titulaire permettra d'effectuer des constats sur la réalisation des travaux ; le Titulaire s'attachera notamment à vérifier que les travaux s'effectuent conformément aux prescriptions contractuelles prévues ;
- des missions de contrôle et de suivi des opérateurs chargés des travaux relatifs aux projets communaux ; dans ce cadre, l'acheteur informera au préalable les prestations des marchés de travaux de la mission de contrôle et de suivi du titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire aura pour mission de fournir tous les livrables nécessaires à la bonne conduite des prestations à mettre en œuvre.

Le titulaire s'associera avec les services de la commune d'Oz-en-Oisans intéressés par les projets et en fonction de leur domaine de compétences.

Le contenu des prestations confiées au titulaire de l'accord-cadre sera précisé dans le cadre des marchés subséquents.

#### **Article 8.      Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire, ou faciliter la consultation par ce dernier, de tous les éléments ou documents que celui-ci estimerait utile pour l'exécution de sa mission et plus généralement à collaborer loyalement et activement avec le titulaire.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

#### **Article 9.      Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- effectuer les diligences nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- produire les livrables et veiller à leur conformité et disponibilité dans les délais décrits sur le marché subséquent ;
- informer l'acheteur des missions accomplies et des éventuels retards dans l'accomplissement de ses prestations ;
- désigner, pour toute la durée du marché, un responsable (personne physique) qui suit et coordonne l'action des différents intervenants ;
- connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations objet de l'accord-cadre ;
- exécuter les prestations décrites dans l'accord-cadre et dans son offre dans leur intégralité, avec compétence et de manière continue conformément aux règles et usages de la profession ;
- se soumettre à une obligation de résultat.

#### **Article 10.    Sous-traitance**

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire peut toutefois sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par l'acheteur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies par les dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers l'acheteur.

#### **Article 11.    Prix**

Les prestations sont rémunérées, selon leur nature, par application du BPU figurant en annexe à l'acte d'engagement, sous forme d'un taux journalier appliqué aux quantités réellement commandées. Les prix sont précisés dans le cadre de chaque marché subséquent conclu entre l'acheteur et le titulaire.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché indiqués dans le BPU sont fermes et définitifs pendant la durée du marché.

#### **Article 12.     Modalités de règlement du marché**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours à compter de la date de réception par l'acheteur de la facture correspondant aux prestations effectuées.

Le paiement des acomptes s'effectuera mensuellement, après attestation du service fait, et sur présentation, par le prestataire, de la facture correspondante.

Le Commune d'Oz-en-Oisans accepte ou rejette les factures. En cas de rejet des factures (désaccord sur le montant, etc...), le montant de la somme à régler au titulaire sera arrêté par le pouvoir adjudicateur.

Les factures devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom ou raison sociale du titulaire ;
- Références d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Numéro de SIREN ou de SIRET ;
- RIB complet ;
- Date d'exécution des prestations et date de facturation ;
- Nature des prestations exécutées ;
- Montant hors taxes des prestations exécutées ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant total des prestations exécutées.

#### **Article 13.     Préparation, coordination et exécution des prestations**

Le titulaire devra remettre à la personne publique contractant, en début de marché, la liste nominative des agents admis sur les chantiers. Les mises à jour de ces listes seront communiquées selon les mêmes modalités.

Les opérations de vérifications sont effectuées par l'acheteur dans un délai de deux mois à compter de l'exécution des prestations conformément aux articles 28 du CCAG-PI.

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI par l'acheteur.

**Article 14.     Délai d'exécution des prestations**

Le délai d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sera précisé dans chaque marché subséquent.

**Article 15.     Pénalités**

Concernant les pénalités de retard, les stipulations de l'article 14.1 du CCAG-PI s'appliquent.

Concernant les pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité, les stipulations de l'article 14.2 du CCAG-PI s'appliquent.

**Article 16.     Assurance**

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations décrites au marché.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier au moment de la notification du marché, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendu de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de la commune d'Oz-en-Oisans en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'exécution du marché.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Commune d'Oz-en-Oisans et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

**Article 17.     Modification**

Le marché ne peut être modifié que par voie d'avenant signé par les parties dans le respect des dispositions du code de la commande publique.

**Article 18.     Election du domicile**

Pour l'exécution du marché, les parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués dans l'accord-cadre.

Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que sept jours après lui avoir été dûment notifiée.



**Article 19. Règlement de différends et tribunal compétent en cas de litige**

Tout différend ou litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché est soumis au Tribunal administratif de Grenoble exclusivement compétent, y compris en référé.

Tribunal administratif de Grenoble  
2 Place de Verdun  
Boîte Postale 1135  
38022 Grenoble Cedex  
Téléphone : 04 76 42 90 00  
Télécopie : 04 76 51 89 44  
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

**Article 20. Dérogation aux CCAG-PI**

- article 3.7.2. du CCAG-PI

A, le

Mention manuscrite « lu et approuvé »

A Oz-en-Oisans, le 29 mars 2024

Accepté pour la Commune d'Oz-en-Oisans,  
représentée par :

(cachet signature du titulaire)

Le Maire,

The block contains a handwritten signature in black ink, which appears to be a stylized 'A' or 'M'. Below the signature is a circular official stamp in blue ink. The stamp features the coat of arms of the commune of Oz-en-Oisans, which includes a castle tower. The text 'MAIRIE D'OZ-EN-OISANS' is written around the perimeter of the stamp.